

## COMMUNIQUE

Il flotte dans l'air un « *ras-le-bol fiscal* ». L'impôt (*qui, rappelons-le sert entre-autre à financer tous les services et biens publics utilisés chaque jour par chacun d'entre-nous : routes, transports, hôpitaux, écoles, etc.*) serait en phase de nous tuer à petit feu. La formule du « *trop d'impôts* » est fréquemment reprise dans les médias, faisant l'objet des analyses des mêmes experts qui s'échangent les interventions sur les plateaux de télévision et devient incantatoire dans la bouche des patrons et de leurs syndicats et associations représentatifs (MEDEF, CGPME, AFEP, etc.). Le ministre des Finances, grand adepte de l'université d'été du MEDEF, en vient lui-même à envisager une « *pause fiscale* »...

Avec de gros sabots et parfois des bonnets rouges, une campagne est menée pour amener les citoyens à rejeter le consentement à l'impôt. Dernièrement encore, les « *jeunes* » d'un parti politique classé à droite, ont lancé sur les réseaux sociaux une pétition pour réclamer la suppression de l'impôt sur les revenus...

**Mais pourquoi tant de haine? A qui profite cette campagne ? Qui se plaint de la « *pression fiscale* » ? Qui souffle sur les braises d'un poujadisme renaissant ? Que masque cette volonté de rompre avec le pacte républicain que représente l'impôt ?**

Toute cette entreprise de communication antifiscale est élaborée pour masquer les problèmes qui rongent, en partie, notre société : la fraude fiscale et l'évasion fiscale.

Avant tout, précisons les termes : la **fraude fiscale** est le détournement illégal d'un système fiscal afin de ne pas contribuer à l'obligation fiscale. Il s'agit du fait de se soustraire ou tenter de se soustraire, frauduleusement, au paiement total ou partiel de l'impôt.

L'**évasion** fiscale est à rapprocher de la notion de fraude fiscale, bien que selon le pays d'origine et la méthode utilisée, l'évasion fiscale puisse être légale, contrairement à la fraude qui est par définition illégale ; l'évasion fiscale est alors synonyme d'évitement licite de l'impôt (y compris en restant dans son pays, par exemple par l'exploitation de niches fiscales), de l'optimisation fiscale.

**Dès lors, comment faire accepter l'impôt à la population quand nombre de fortunés et de sociétés soustraient à l'impôt des sommes énormes et manipulent le débat pour masquer cette évasion ?** Et de ce fait, le plus grand nombre se retrouve à payer pour une petite minorité de privilégiés qui investit les paradis fiscaux !

### Il faut donc expliquer au plus grand nombre et fournir aux citoyens des éléments simples d'informations.

Quelques chiffres et données pour saisir l'ampleur des dégâts :

Les éléments de langages du patronat, des experts, des politiques...	Les réponses en chiffres
<p><b>Il faut absolument réduire les dépenses publiques afin de rétablir les finances publiques...</b>  <b>En termes clairs : « <i>braves gens, serrez-vous la ceinture et acceptez des sacrifices !</i> »</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au niveau international, les avoirs détenus dans les paradis fiscaux sont estimés entre 20 000 et 30 000 milliards d'euros ;</li> <li>- En septembre 2013, le Parlement Européen estime la fraude annuelle dans l'Union Européenne à 1 000 milliards d'euros. La Commission européenne l'évalue à 2 000 milliards d'euros soit l'équivalent du PIB de la France ;</li> <li>- En France, elle est évaluée à 80 milliards d'euros par an (rapport parlementaire octobre 2013) ;</li> <li>- la fraude fiscale est responsable de plus de la moitié du déficit public.</li> </ul> <p><b>Conclusion :</b> avant de réduire les dépenses publiques (15 milliards en 2014 répartis ainsi en 9 milliards prélevés sur le budget de l'Etat et 6 milliards sur celui de la Sécurité Sociale), donnons les moyens aux services des Finances de l'Etat de traquer et recouvrer les sommes qui échappent à l'Etat.</p>
<p><b>Les entreprises sont accablées par l'impôt !</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En France, le taux de l'impôt sur les sociétés est passée de 50% à 33% ;</li> <li>- Selon les documents annexés au projet de loi de finances pour 2014, les recettes de l'impôt sur les sociétés chuteraient de 49.7 milliards d'euros en 2013 à 36.2 milliards en 2014 soit une baisse de 27% ;</li> <li>- Les grands groupes sont le plus souvent imposés à un taux de 8% en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés ;</li> <li>- La fraude à la TVA en France est estimée entre 11 milliards et 32 milliards (rapport commandé par la Commission Européenne) ;</li> </ul> <p><b>Conclusion :</b> le patronat mène campagne contre le taux nominal de 33.33% de l'impôt sur les sociétés mais oublie volontairement que, par un système dérogatoire (les niches fiscales), on réduit considérablement le rendement de l'impôt. D'après le Conseil des prélèvements obligatoires le taux réel</p>

	<p>d'imposition en France est de 18% (8% pour les entreprises du CAC 40 !) Si l'on considère le poids de l'impôt sur les sociétés rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB), la France avec 2.5% du PIB se situe au 12<sup>ème</sup> rang européen. Mais cela le MEDEF ne le dit pas !</p>
<p><b>La France n'aime pas ses entreprises, les riches, les footballeurs, ceux qui réussissent, etc !</b></p>	<p>- Chaque année, les entreprises bénéficient de 200 milliards d'exonérations fiscales et sociales de la part de l'Etat et des collectivités locales, <b>génèrent des profits</b> sur le territoire mais veulent les soustraire à l'impôt ;</p> <p>- 60% des entreprises (surtout les plus importantes) ont vu leur contribution baisser avec la Contribution Economique Territoriale ; donc la pression s'est accrue sur les ménages...</p> <p>- il y a environ <b>400 niches fiscales en France</b> : ces mesures dérogatoires sont autant de possibilité de frauder ;</p> <p>- Une des niches les plus importantes est le <b>Crédit Impôt Recherche</b> : aide fiscale d'un coût de 6 milliards d'euros par an (ne profite pas aux PME et à un impact faible sur la recherche et l'innovation);</p> <p>- Ajoutez à cela le <b>Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi qui, en 2014, coûtera 20 milliards d'euros</b> aux Finances Publiques...sans contrepartie !</p> <p>- et n'oublions pas les reculades devant les roucoulement des pigeons (750 000 millions d'euros) ;</p> <p>- le bouclier fiscal de Sarkozy ;</p> <p><b>Conclusion</b> : la liste des aides et niches n'est pas exhaustive. En forçant tout juste le trait, nous pourrions dire que la France se rapproche peu à peu du...paradis fiscal. D'autant que le président du Medef ne cesse de réclamer de plus en plus d'exonérations et de souplesses (100 milliards..!) et qu'il bénéficie, lui, de toute l'attention du gouvernement !</p>
<p><b>On ne peut rien y faire ! C'est la faute à l'Europe ! C'est mondial !</b></p>	<p>Au niveau national, il s'agit de choix politiques. Quelques pistes :</p> <p>-Il est nécessaire de mettre en place une <b>grande réforme fiscale</b> qui réintroduirait, par exemple, une plus grande progressivité de l'impôt sur les revenus ;</p> <p>Il faut aussi <b>simplifier le système fiscal en s'attaquant aux niches fiscales</b> ;</p> <p>Il faut un <b>réel effort concentré sur les plus fortunés</b> qui parviennent, proportionnellement à payer moins d'impôts que les salariés, bien aidés par leurs conseillers, avocats fiscalistes et banques ! Signalons d'ailleurs que l'ensemble des banques françaises et autres multinationales ont un siège dans les îles anglo-normandes ;</p> <p>-Il faut maintenir l'impôt sur la fortune ;</p> <p>-Il faut taxer les revenus du capital ;</p> <p>-Conditionner les aides aux entreprises à leur stratégie en matière d'emplois, d'investissements en matière de recherche ou d'innovation, etc.</p> <p><b>Conclusion</b> : les citoyens estiment que l'impôt est injuste. Mais au lieu de les conduire à faire pression pour exiger une lutte plus efficace contre la fraude, cette situation les amène à rejeter l'impôt. Si le système fiscal était plus simple, la fraude serait plus lisible ; si le système était plus juste, la tolérance à la fraude serait plus faible.</p> <p>Nous avons besoin d'un système fiscal efficace qui puisse financer les besoins de la population.</p> <p>Il faut alors renforcer les services des Finances (notamment DGFIP et Douanes) en cessant les suppressions d'emplois et de services !</p>

Il y a fort à parier que l'ensemble de ces informations seront démenties avec véhémence voire ignorées parce qu'à contre-courant du discours libéral. L'argument le plus fréquent est que l'on combat la fraude fiscale et sociale pour permettre de payer des services publics onéreux et des fonctionnaires privilégiés. Puisque nous parlons des « privilégiés » : les 500 plus grandes fortunes de France ont progressé en un an de 25%. Ces fortunes ont été multipliées par 4 en 10 ans et représentent 16% du PIB de la France. Leur « pactole » (patrimoine + biens professionnels) est estimé à 330 milliards d'euros. Alors lorsque nous employons le terme de « *privilegié* », veillons à le faire avec discernement !

Enfin, précisons que nous n'avons pas évoqué la fraude sociale (environ 40 milliards par an) et notamment le travail dissimulé (11 à 18 milliards). Il est important de souligner que la fraude à la prestation sociale, souvent stigmatisée, est très faible par rapport aux autres types de fraude (la fraude à la CAF par exemple représente chaque année 698 millions d'euros).

La « *fraude des pauvres* » est une pauvre fraude !